

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

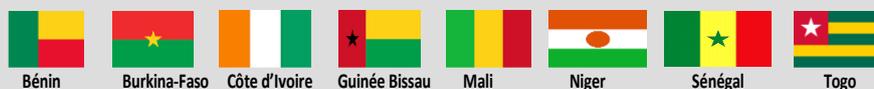
Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N° 58

4^e trimestre 2022



Mars 2023

La note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

L'édition 58 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- **Monsieur Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des études économiques ;
- **Monsieur Aba CAMARA**, Chargé des études et des statistiques économiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Totas A. Joao CORREIA**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la surveillance multilatérale.

Avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- **Bénin : Monsieur Assousia Yves KOKOU** de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ;
- **Burkina Faso : Monsieur Issaka NIANGAO** de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- **Côte d'Ivoire : Monsieur Yao Eric KOUAKOU** de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- **Guinée Bissau : Madame Laudimila Caty Silva RICCIULLI CAMARA** de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- **Niger : Madame Zeynabou MALIKI** de l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- **Sénégal : Monsieur Amath DIAGO** de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- **Togo : Monsieur Komi Venunye AGBOKA** de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux	iii
Liste des graphiques	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé	1
Introduction	1
1. Conjoncture internationale	1
1.1. Activité économique mondiale	1
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	2
1.3. Cours des matières premières	2
1.4. Taux d'intérêt	3
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA	4
2.1. Activité économique régionale	4
2.1.1. Activité agricole	4
2.1.2. Activité industrielle	5
2.1.3. Activité dans le commerce et les services	6
2.1.4. Créations d'entreprises	6
2.2. Evolution de l'inflation	7
2.3. Secteur extérieur	9
2.3.1. Exportations	9
2.3.2. Importations	10
2.3.3. Taux de couverture	11
2.3.4. Solde commercial	11
2.3.5. Compétitivité extérieure : Taux de pénétration	12
2.4. Finances publiques	13
2.4.1. Recettes	13
2.4.2. Dépenses	14
2.4.3. Solde budgétaire	15
2.5. Situation monétaire	15
2.5.1. Masse monétaire	15
2.5.2. Actifs extérieurs nets	16
2.5.3. Créances sur les autres secteurs	17
2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale	17
3. Principaux faits marquants	18
3.1. Environnement international	18
3.2. Pays de l'UEMOA	19
Conclusion	20
ANNEXES	21

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars	3
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2021/2022	5
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction.....	7
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre.....	8
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	8
Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA	13
Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA....	16

Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde .	1
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars US par baril)	2
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	4
Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union (hors Bénin et Mali)	9
Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union (hors Bénin et Mali)	10
Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali) (en %)......	11
Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (hors Bénin et Mali) (en mds FCFA)	12
Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union.....	12

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
Covid-19	: Maladie à coronavirus 2019
DPE	: Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	: Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué sur le marché monétaire à Londres
mds	: Milliards
nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T22	: Quatrième trimestre 2022
pp	: Points de pourcentage

Résumé

Les statistiques macroéconomiques publiées par le FMI en janvier 2023 soulignent que la croissance de l'économie mondiale a été de 3,4% en 2022, contre 6,2% en 2021. Ces chiffres sont inférieurs aux prévisions initiales, du fait des conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine qui ont fortement atténué la reprise post-Covid. En 2023, la croissance mondiale ralentirait à 2,9% en raison, entre autres, des répercussions de la crise ukrainienne.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique a reculé pour atteindre 3,8% en 2022, contre 4,7% en 2021. En 2023, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait se situer à 3,8%, comme en 2022.

Au quatrième trimestre 2022, les échanges commerciaux de l'Union (hors Bénin et Mali¹) avec l'extérieur ont été caractérisés, comparativement au troisième trimestre de l'année, par des hausses respectives 7,9% et 18,5% des exportations et des importations. Par rapport à la même période de l'année 2021, les exportations et les importations de l'Union (hors Bénin et Mali) sont ressorties en augmentation de 7,1% et 48,9%. En cumul pour l'année 2022, les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali) ont enregistré une hausse annuelle de 15,3%, tandis que les importations sont ressorties en augmentation de 38,3%.

Au terme du quatrième trimestre 2022, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union (hors Bénin et Mali) s'est dégradée de 1287,7 mds, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2021, pour se situer à -3546,7 mds.

Sur la période sous revue, la masse monétaire, les créances sur les autres secteurs, les créances sur l'administration centrale et les actifs extérieurs nets sont ressortis en hausse.

¹ Les données du Bénin et du Mali n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration de la note.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale (NCR) pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres de l'UEMOA.

L'édition 58 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges extérieurs des Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2022 et présente une brève projection du premier trimestre de l'année 2023. Elle comporte trois (03) parties : (i) l'environnement international, (ii) la conjoncture dans la zone UEMOA, et (iii) les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition de janvier 2023 des « *Perspectives de l'économie mondiale* » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « *The Pink Sheet* » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2022. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

La croissance de l'économie mondiale a été de 3,4% en 2022, contre 6,2% en 2021 selon les statistiques macroéconomiques publiées par le FMI en janvier 2023. Ces chiffres sont inférieurs aux prévisions initiales, du fait des conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine qui ont fortement atténué la reprise post Covid-19. En 2023, la croissance mondiale ralentirait à 2,9% en raison, entre autres, des répercussions de la crise ukrainienne et des tensions géopolitiques.

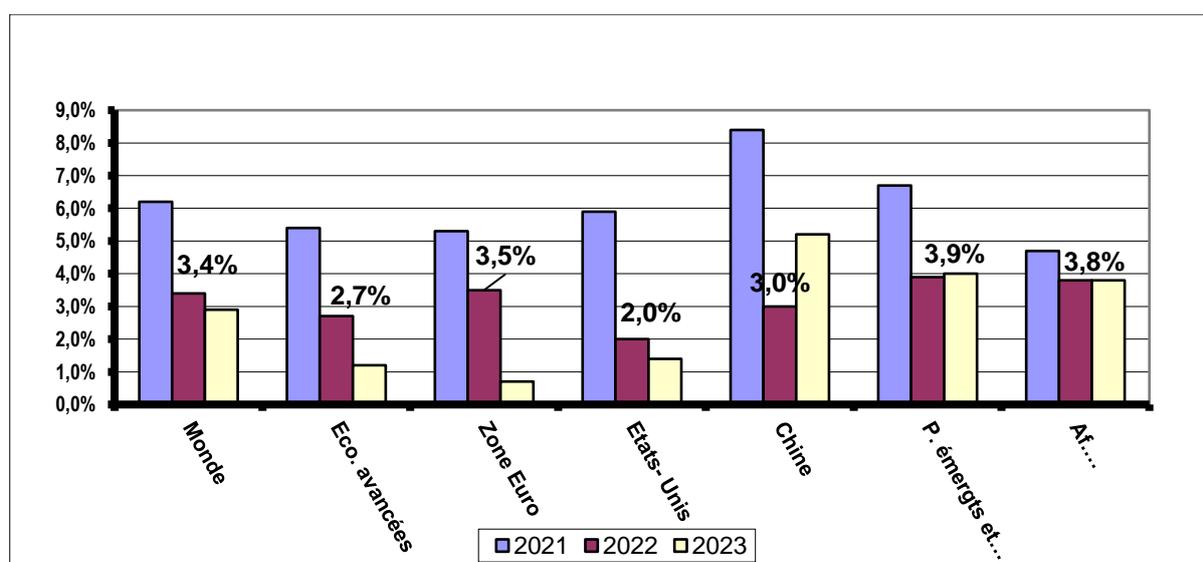
Aux Etats-Unis, la croissance économique a été de 2,0% en 2022, contre 5,9% en 2021. Le pays a pu retrouver son niveau de croissance de 2019, grâce aux mesures complémentaires de soutien budgétaire à l'économie adoptées en fin 2020, mais l'impact de la crise ukrainienne sur l'économie mondiale a affecté ces acquis. En 2023, la croissance serait de 1,4%.

Cet impact mondial de la crise a fait passer la croissance dans la zone Euro de 5,3% en 2021 à 3,5% en 2022. En 2023, la croissance ralentirait à 0,7%.

En Chine, la croissance a baissé pour ressortir à 3,0% en 2022, contre 8,4% en 2021. Les autorités chinoises ont pu contenir la propagation de la nouvelle vague du coronavirus et limiter les conséquences de la crise. En 2023, une croissance économique de 5,2% est attendue.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique a reculé pour atteindre 3,8% en 2022, contre 4,7% en 2021. En 2023, la croissance économique de cette partie du continent africain devrait se situer à son niveau de 2022.

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde



Source : « Perspectives de l'économie mondiale », janvier 2023 du FMI

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation mondiale a augmenté, ressortant à 8,8% en 2022, après 4,7% en 2021. En 2023, elle est attendue à 6,6%. Au niveau des Pays avancés, elle a repris sa dynamique d'accélération, avec un taux qui s'est situé à 7,3% en 2022, contre 3,1% un an plus tôt. Cette accélération de la hausse des prix est à lier à la crise en Ukraine. L'atténuation des effets de la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine devrait se traduire par une décélération de l'inflation à 4,6% en 2023.

Une augmentation du niveau des prix a été observée dans les pays émergents et en développement. Le taux d'inflation y est passé de 5,9% en 2021 à 9,9% en 2022. La poursuite de la crise ukrainienne en 2023 devrait entraîner une hausse de l'inflation à 8,1%.

1.3. Cours des matières premières

Les cours du pétrole brut, notamment ceux du baril de *Brent*, ont augmenté de 11,2% au quatrième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par la recrudescence des conséquences de la guerre en Ukraine sur les cours du brut. En glissement annuel, les cours ont progressé de 24,9%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars US par baril)



Source : Banque mondiale, « Pink Sheet », janvier 2023

Une baisse de 0,2% a été notée entre les troisième et quatrième trimestre 2022 pour les cours de l'once d'or. Cette évolution résulte d'une atténuation des difficultés de l'activité économique mondiale. En effet, les cours du métal jaune sont inversement corrélés au niveau de l'activité économique mondiale en raison du rôle de valeur refuge du « métal jaune ». En glissement annuel, ces cours ont baissé de 3,7%.

Les cours du cacao ont baissé de 5,4% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette baisse s'expliquerait surtout par l'abondance de l'offre dans les régions productrices, notamment en Afrique de l'Ouest. En glissement annuel, les cours du cacao ont baissé de 1,6%.

Au quatrième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent, les cours du café *robusta* ont progressé de 7,5%. Cette hausse des prix du café pourrait être la conséquence de la diminution de l'offre dans les régions productrices. En glissement annuel, les cours du café *robusta* ont reculé de 12,0%.

Les cours du coton ont, quant à eux, progressé de 23,9%, comparativement au trimestre précédent. Cette évolution est liée à la hausse de la demande malgré la guerre en Ukraine. En glissement annuel, les cours du coton ont baissé de 16,9%.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2021	2022		Variations en %	
		T4	T3	T4	22T4/22T3	22T4//21T4
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	70,8	98,3	88,4	11,2	24,9
Cacao	c / kg	245,0	228,0	241,0	-5,4	-1,6
Café arabica	c / kg	564,0	582,0	488,0	19,3	-13,5
Café robusta	c / kg	241,0	228,0	212,0	7,5	-12,0
Huile d'arachide	\$/tm	2 146,0	2146,0	2146,0	0,0	0,0
Huile de palme	\$tm	1 307,0	997,0	925,0	7,8	-29,2
Huile de palmiste	\$tm	1 910,0	1241,0	1056,0	17,5	-44,7
Maïs	\$ / tm	251,0	308,4	322,2	-4,3	28,4
Riz brisé 5%	\$ / tm	400,3	418,0	446,0	-6,3	11,4
Banane	\$ / tm	90,0	89,0	98,0	-9,2	8,9
Sucre	c/kg	42,0	40,0	40,0	0,0	-4,8
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	546,3	564,0	357,1	57,9	-34,6
Coton (A Index)	c/kg	267,0	275,0	222,0	23,9	-16,9
Phosphate roche	\$/ tm	159,1	320,0	305,8	4,6	92,2
Or non monétaire	\$/ toz	1 796,0	1726,0	1729,0	-0,2	-3,7

Source : Banque mondiale, « Pink Sheet », janvier 2023

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à six (06) mois a été de 0,2% en 2021, contre 0,7% en 2020, au niveau du *LIBOR*. En 2022, ce taux a été de 0,4%.

Le taux des dépôts en euros à trois (03) mois était de -0,5% en 2021, contre -0,4% en 2020. En 2022, ce taux a été de -0,5%.

Le taux des dépôts en yens à six mois (06) se situait à -0,1% en 2021, contre 0,0% en 2020. En 2022, ce taux a été nul.

Aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, les banques centrales avaient maintenu leurs taux à des niveaux bas pour favoriser la relance des activités économiques pendant et après la crise sanitaire. Toutefois, principalement en raison de la guerre en Ukraine, l'inflation constatée en 2022 a conduit les banques centrales de plusieurs pays à relever leurs taux directeurs².

² La FED a ainsi procédé à sept (07) augmentations de ses taux directeurs en 2022, tandis que la BCE a procédé à quatre (04) augmentations de ses taux directeurs en 2022, avec deux premières hausses de soixante-quinze (75) points de base de deux autres de cinquante (50) points de base. Ces politiques de resserrement monétaire devraient se poursuivre en 2023.

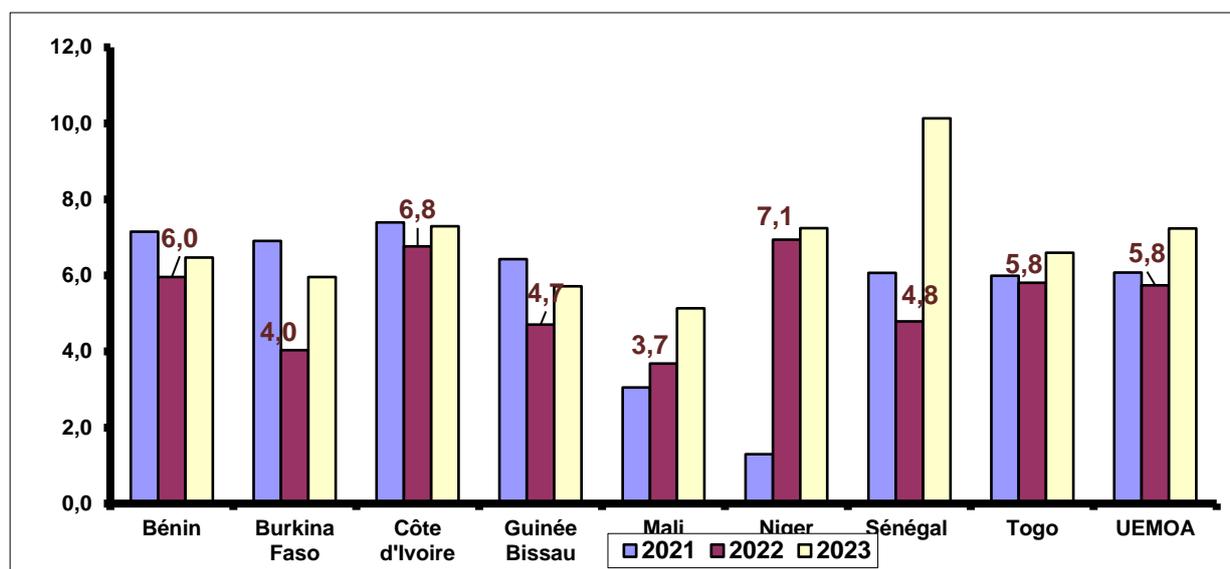
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

Les estimations de croissance pour l'année 2022 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 5,8%, contre 6,1% en 2021. Cette croissance est en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs. Par pays, le taux de croissance en 2022 se présenterait comme suit : Bénin (+6,0%), Burkina Faso (+4,0%), Côte d'Ivoire (+6,8%), Guinée-Bissau (+4,7%), Mali (+3,7%), Niger (+7,1%), Sénégal (+4,8%) et Togo (+5,8%).

En 2023, un taux de croissance de 7,2% est attendu, sous l'hypothèse de la poursuite de la relance après la crise sanitaire et la fin rapide de la crise ukrainienne. Toutefois, cette performance pourrait être affectée par la situation sécuritaire de la sous-région.

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Source : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2022

2.1.1. Activité agricole

Les estimations de la campagne agricole 2021/2022 indiquent que pour le Burkina Faso, la production à l'exportation a enregistré une baisse de 1,7%. La production de céréales a également baissé de 7,6%.

Au Mali, pour la même période, la production d'exportation a progressé de 0,9%, tandis que la production vivrière a augmenté de 5,3%.

Pendant la même campagne, la production de céréales a baissé de 41,8% au Niger, alors que la production vivrière a reculé de 40,4%.

Au Sénégal, au cours de la campagne 2021/2022 les productions vivrière et d'exportation ont affiché des baisses respectives de 2,6% et 5,3%.

Au Togo, au cours de la même campagne, les productions d'exportation et vivrière ont respectivement chuté de 11,5% et 4,6%.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2021/2022

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonnes	%	en tonnes	%
Bénin	nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	5 610 636	-10,3	1 707 398	-1,7
Côte d'Ivoire	nd	nd	nd	nd
Guinée Bissau	nd	nd	nd	-nd
Mali	9 266 073	5,28	780 000	0,86
Niger	5 042 091	40,4	nd	nd
Sénégal	5 141 522	-2,6	3 311 046	-5,3
Togo	4 027 710	-4,6	139 600	-11,5
UEMOA	nd	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres

2.1.2. Activité industrielle³

L'indice de la production industrielle de la Guinée Bissau a progressé de 2,4%, au quatrième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. La hausse de la production des branches « *éditions, imprimeries et production de supports enregistrés* » (+2,4%) et « *production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau* » (+3,2%) explique essentiellement cette hausse. En glissement annuel, l'indice progresse de 6,9%.

Au Niger, au quatrième trimestre 2022, comparativement au troisième trimestre 2022, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a régressé de 34,3%. Ceci s'explique principalement par la baisse de la production des mines (-19,6%) et de celle de l'industrie manufacturière (-55,7%). En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 13,1%.

Sur la période sous revue, l'IHPI a progressé de 6,3% au Sénégal. Cette évolution se justifie principalement par l'augmentation de la production dans les branches « *matériaux minéraux* » (+23,9%) et « *produits du raffinage et de la cokéfaction* » (+82,7%). Comparativement à la même période de l'année 2021, la production industrielle a progressé de 7,3%.

Au Togo, au quatrième trimestre 2022, la production industrielle a progressé de 6,6% comparativement à un trimestre plus tôt. Ceci s'explique principalement par la hausse de la « *production des ouvrages en métaux* » (+663,4%). En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 8,9%.

³ Seuls quatre (04) pays (Guinée-Bissau, Niger, Sénégal et Togo) ont communiqué, à bonne date, les données du quatrième trimestre 2022 de la production industrielle.

2.1.3. Activité dans le commerce et les services⁴

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁵ a progressé de 6,8% en Côte d'Ivoire, au quatrième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique, notamment, par les hausses observées au niveau des branches « *machines de bureau, matériels informatiques* » (+97,7%) et « *autres appareils électriques* » (+24,8%). En glissement annuel, l'indice progresse de 10,4%.

Pour la Guinée-Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁶ s'est amélioré de 1,5% sur la période sous revue. Cette progression est surtout la conséquence des augmentations notées au niveau des « *produits alimentaires* » (+3,3%) et des « *produits pharmaceutiques* » (+1,7%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 6,6%.

Quant au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce affiche une baisse de 1,1% au quatrième trimestre 2022 comparativement au trimestre précédent. Cette baisse fait notamment suite à la diminution du chiffre d'affaires de la branche « *commerce de gros* » (-4,7%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 10,4%.

Pour sa part, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 9,7% au quatrième trimestre 2022, comparativement à un trimestre auparavant. Cette hausse s'explique surtout par les augmentations constatées au niveau de la branche « *activités immobilières* » (+43,2%). En glissement annuel, cet indice a baissé de 0,1%.

2.1.4. Créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2022, en Guinée Bissau, 120 entreprises ont été enregistrées, contre 117 au trimestre précédent, soit une hausse de 2,6%. En glissement annuel, on note une baisse de 14,3%.

Au Niger, au quatrième trimestre 2022, 4196 entreprises ont été enregistrées, contre 3977 un trimestre plus tôt, soit une hausse de 5,5%. Comparativement au même trimestre de l'année précédente, on enregistre une hausse de 65,3%.

Une hausse de 9,0% des créations d'entreprises a été observée au Sénégal, au quatrième trimestre de l'année 2022, par rapport au trimestre précédent (23 228 entreprises ont été enregistrées contre 21302). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises créées a baissé de 8,4%.

Au Togo, au quatrième trimestre 2022, 3190 entreprises ont été enregistrées, contre 3450 au trimestre précédent, soit une baisse de 7,5%. Par rapport à la même période de l'année 2021, le nombre d'entreprises enregistrées a progressé de 7,6%.

⁴ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services.

⁵ Produit par la BCEAO.

⁶ Produit par la BCEAO.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du quatrième trimestre 2022, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en légère augmentation (0,6%), en variation trimestrielle, pour se situer à 120,0, contre 119,3 au trimestre précédent. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une forte évolution à la hausse de 7,9%. L'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix permet de noter que l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle a été essentiellement induite par la hausse du sous-indice de la fonction « *Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles* » (+1,5%), et dans une moindre mesure, par celle du sous-indice de la composante « *Alimentation et boissons non alcoolisées* » (+0,3%). Toutes les composantes de l'IHPC ont affiché des évolutions de prix à la hausse, en variation trimestrielle, à l'exception notable de la composante « *Santé* » (-0,4%).

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2021	2022				Variation (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	4T22/ 3T22	4T22/ 4T21
Alimentation et boissons non alcoolisées	118,3	121,0	126,7	133,0	133,4	118,3	0,3	12,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	116,9	116,1	124,1	123,1	124,1	116,9	0,8	6,1
Articles d'habillement et chaussures	106,4	107,8	108,4	109,3	109,7	106,4	0,4	3,2
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	108,8	109,7	111,2	112,9	114,6	108,8	1,5	5,4
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	106,4	107,2	107,9	108,9	109,3	106,4	0,4	2,7
Santé	105,2	106,4	107,1	107,4	107,0	105,2	-0,4	1,7
Transport	102,7	103,3	106,1	109,2	110,6	102,7	1,2	7,7
Communication	96,9	96,2	96,5	96,5	97,1	96,9	0,6	0,2
Loisir et culture	104,5	104,9	104,7	109,4	110,1	104,5	0,6	5,3
Enseignement	108,6	109,0	108,6	109,0	109,5	108,6	0,5	0,9
Restaurant et hôtel	109,2	109,9	111,2	113,3	113,6	109,2	0,3	4,1
Biens et services divers	107,9	108,9	109,6	110,4	111,4	107,9	0,9	3,3
Total	10 000,0	111,2	112,8	115,8	119,3	120,0	0,6	7,9

Source : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, la hausse des prix observée (+7,9%), qui témoigne de la persistance des tensions inflationnistes, tient principalement, à l'évolution des prix de la fonction « *Alimentation et boissons non alcoolisées* » qui ont connu une progression remarquable de (+12,8%) sur la période.

L'analyse de la dynamique de l'IHPC, sur la base des évolutions constatées dans les Etats membres de l'Union, permet de noter que la légère hausse (0,6%) du niveau général des prix, résulte des évolutions contrastées de l'inflation dans les Etats membres, une détente sur les prix ayant notamment été observée au Niger (-2,0%), au Togo (-0,8%) et au Burkina Faso (-0,8%), tandis que les prix poursuivaient leur hausse dans les autres pays, notamment au Sénégal (+2,8%), au Bénin (+3,1%) et en Côte d'Ivoire (+0,4%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2021	2022				Variation (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	4T22/ 3T22	4T22/ 4T21
BENIN	807,3	107,4	106,8	106,2	106,3	109,6	3,1	2,1
BURKINA	849,0	111,8	114,9	124,6	128,5	127,5	-0,8	14,1
COTE D'IVOIRE	3 796,9	112,3	114,0	115,7	117,8	118,3	0,4	5,3
GUINEE-BISSAU	216,6	112,5	113,7	116,2	120,8	122,0	0,9	8,4
MALI	740,0	109,3	109,9	114,0	118,9	120,0	1,0	9,8
NIGER	602,8	109,2	111,5	113,2	114,7	112,5	-2,0	3,0
SENEGAL	1 958,6	112,7	113,6	115,9	124,4	127,9	2,8	13,5
TOGO	1 028,9	112,3	116,1	119,2	120,7	119,7	-0,8	6,5
UEMOA	10 000,0	111,2	112,8	115,8	119,3	120,0	0,6	7,9

Source : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, le taux d'inflation relevé (+7,9%) s'explique par le fait que l'IHPC s'est affiché en nette hausse et a atteint ou dépassé les 3% dans tous les Etats membres de l'Union, sauf au Bénin (+2,1%). Cette dynamique de l'inflation a été essentiellement portée par le taux d'inflation relevé au Burkina Faso (+14,1%), au Sénégal (+13,5%) et, dans une moindre mesure, par celui observé en Côte d'Ivoire (+5,3%).

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	2,6	-3,2	0,2	0,5	-1,9	-1,1	-0,6	1,3	-0,9
Indice Energie	4,6	0,1	1,2	-0,6	0,7	0,8	2,0	0,5	1,3
Taux d'inflation sous-jacente	0,7	-0,3	0,4	0,9	0,1	0,0	0,5	0,4	0,3
Produits locaux	1,5	-2,0	0,3	0,3	-0,7	-0,7	0,1	0,6	-0,1
Produits importés	1,5	-0,1	0,5	1,2	-0,1	-0,2	0,6	0,5	0,3
Produits du secteur primaire	2,5	-3,0	0,1	0,6	-1,4	-1,2	0,0	1,0	-0,9
Produits du secteur secondaire	2,1	-0,2	0,4	1,0	0,3	-0,3	0,5	0,6	0,4
Produits du secteur tertiaire	0,4	0,1	0,4	0,0	0,4	0,1	0,4	0,2	0,4
Biens non durables	2,5	-2,0	0,3	0,9	-0,9	-0,6	0,1	0,8	-0,3
Biens semi durables	0,7	0,0	0,3	0,2	0,5	0,4	0,7	0,5	0,4
Biens durables	-0,1	0,0	0,1	0,0	-2,9	0,1	0,1	0,1	-0,3

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au quatrième trimestre de l'année 2022, une légère baisse (-0,9%), par rapport au troisième trimestre de la même année. Les prix des produits énergétiques se sont inscrits en hausse (+1,3%) sur la période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en légère progression (+0,3%), en variation trimestrielle.

2.3. Secteur extérieur

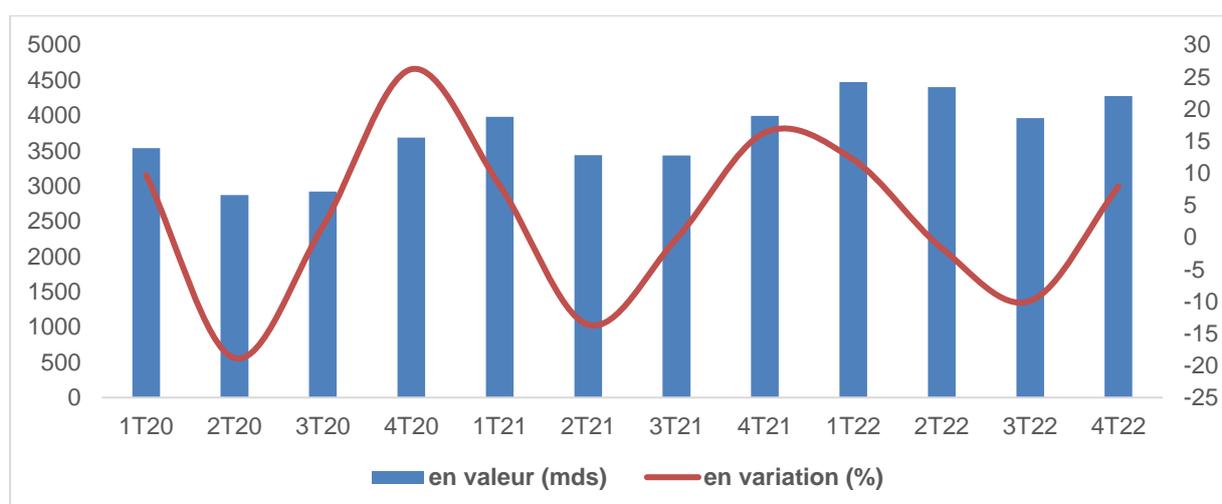
Au quatrième trimestre 2022, les échanges commerciaux de l'Union (hors Bénin et Mali⁷) avec l'extérieur ont été caractérisés, comparativement au troisième trimestre de la même année, par une hausse des ventes et des achats, respectivement de 7,9% et 18,5%. Par rapport à la même période de l'année 2021, les exportations et les importations de l'Union (hors Bénin et Mali) sont en augmentation de 7,1% et 48,9%. En cumul pour l'année 2022, les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali) ont enregistré une hausse annuelle de 15,3%, tandis que les importations sont ressorties en augmentation de 38,3%.

2.3.1. Exportations

Les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali) ont augmenté de 313,6 mds (+7,1%) au quatrième trimestre 2022, par rapport au trimestre précédent. Cette hausse des ventes à l'extérieur de l'Union résulte des effets combinés des augmentations enregistrées dans tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée Bissau et du Sénégal pour lesquels des baisses de 27,1 mds (-40,0%) et 50,0 mds (-6,3%) ont été respectivement observées. Parmi les Etats membres où une hausse a été enregistrée, le Niger (+29,5 mds, soit 63,1%) a connu la plus forte progression en variation relative, suivi par le Burkina Faso (+208,2 mds, soit +40,0%), le Togo (+37,4 mds, +26,6%) et la Côte d'Ivoire (+115,7 mds, 4,8%).

Les produits qui sont à l'origine de la hausse globale des ventes à l'extérieur du Niger sont les « mines » (+95,6%), portées aussi bien par l'uranium (+36,2%) que l'or (+412,5%) ; les « produits agricoles » (+53,8%) grâce, entre autres, à la bonne vente de l'oignon (+110,4%), du souchet (+28,1%), du niébé (+115,6%) et des « autres produits » (+45,4%). Cette augmentation a été atténuée par la baisse des exportations d'« hydrocarbures » (-17,9%) et d'« animaux vivants » (-7,9%).

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union (hors Bénin et Mali)



Source : à partir des données des INS des Etats

⁷ Les données du Bénin et du Mali ne sont pas disponibles lors de l'élaboration de la note.

La Côte d'Ivoire continue d'être le plus grand exportateur de l'UEMOA avec une part de 59% des ventes totales à l'extérieur (hors Bénin et Mali) au quatrième trimestre 2022. Elle est suivie du Sénégal (17,4%), du Burkina Faso (17,1%), du Togo (4,2%), du Niger (1,8%) et de la Guinée Bissau (0,5%).

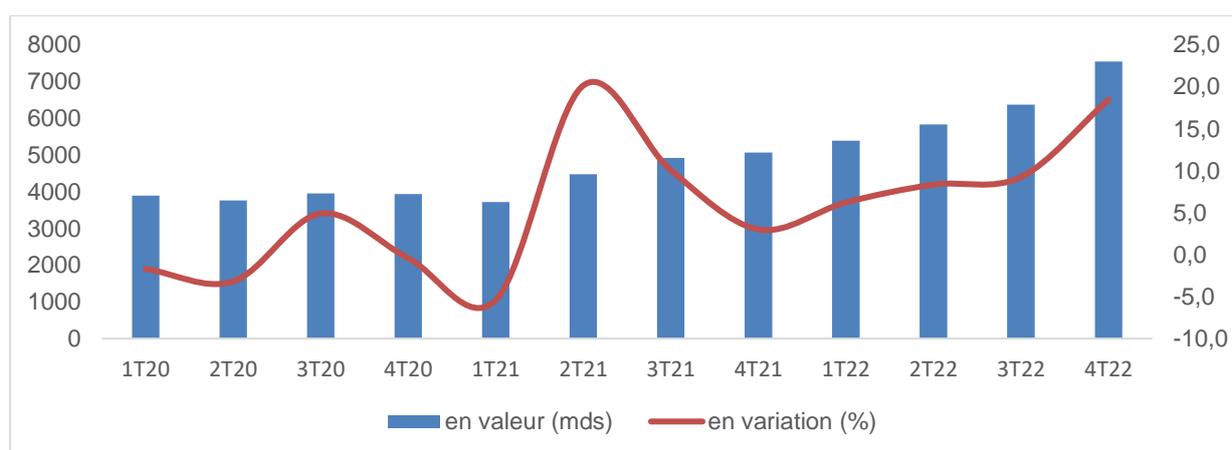
En glissement annuel, les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali), au quatrième trimestre 2022, sont ressorties en hausse de 283,3 mds (+7,1%), en lien avec les augmentations enregistrées au Burkina Faso (0,3 mds), en Côte d'Ivoire (212,3 mds, 9,2%), en Guinée Bissau (1,8 mds, 8,4%), au Sénégal (71,9 mds, 35,2%), lesquelles ont été atténuées par la baisse observée au Togo (-16,7 mds, soit -10,3%). En revanche, elles se sont inscrites en baisse de 19,7 mds (-20,6%) au Niger, en lien avec la chute des ventes des « hydrocarbures » (-78,4%), des « animaux vivants » (-76,6%) et des « produits agricoles » (-32,3), atténuées par la hausse des ventes des produits des « mines » (+11,9%) et des « autres produits » (+39,7%).

En cumul pour l'année 2022, les ventes de biens de l'Union (hors Bénin et Mali) sont estimées à 17 106,9 mds, contre 14 841,4 mds à la même période en 2021, soit une hausse de 15,3%.

2.3.2. Importations

Les importations de l'Union (hors Bénin et Mali), au quatrième trimestre 2022, ont augmenté de 18,5% (1175,9 mds) par rapport au trimestre précédent, en lien avec les hausses des achats observées au niveau de tous les Etats membres, à l'exception du Togo (-0,6% soit -3,1 mds). Il ressort, par pays, une augmentation des importations de 46,4 mds (+5,2%) au Burkina Faso, 487,9 mds (+17,5%) en Côte d'Ivoire, 7,0 mds en Guinée Bissau (+24,4%), 341,3 mds (+69,0%) au Niger, et 296,4 mds (+17,6%) au Sénégal.

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union (hors Bénin et Mali)



Source : à partir des données des INS des Etats

Les produits qui ont contribué à la hausse des achats à l'extérieur au Niger sont les « biens d'équipement » (+91,3%) et les « autres produits » (+121,4%). Par contre, les importations des « produits alimentaires » et des « produits pétroliers » ont baissé respectivement de 4,3% et 4,5%.

Le plus grand importateur des Etats membres de l'Union, au quatrième trimestre 2022, est la Côte d'Ivoire, avec une part de 43,4% du total des achats à l'extérieur de l'Union (hors Bénin et Mali), suivie par le Sénégal (25,9%), le Burkina Faso (12,4%), le Niger (11,1%), le Togo (6,7%) et la Guinée Bissau (0,5%).

En glissement annuel, au quatrième trimestre 2022, les importations de l'Union (hors Bénin et Mali) sont ressorties en hausse de 2479,1 mds (+48,9%), cette hausse résultant de leur augmentation dans tous les Etats membres, à savoir le Burkina Faso (138,2 mds, soit +17,4%), la Côte d'Ivoire (1163,9 mds, soit +55,0%), la Guinée Bissau (5,5 mds, soit +18,3%), le Niger (455,1 mds, soit +119,5%), le Sénégal (576,6 mds, soit +41,9%) et le Togo (139,8 mds, soit +37,9%).

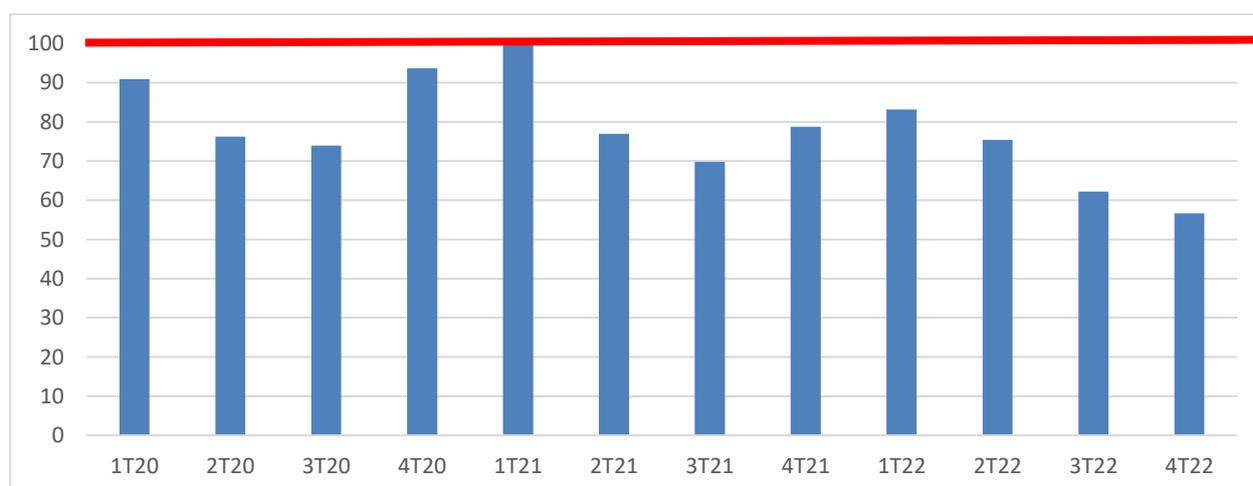
En cumul pour l'année 2022, les achats de biens de l'Union (hors Bénin et Mali) sont estimés à 25 129,6 mds, contre 18 176,7 mds à la même période en 2021, soit une hausse de 38,3%.

2.3.3. Taux de couverture

Au quatrième trimestre 2022, les exportations d'aucun des Etats membres de l'Union n'a pu couvrir totalement les importations. Au niveau de l'Union, le taux de couverture est ressorti à 56,6%, pour le trimestre sous revue, soit une baisse de 5,6 points de pourcentage (pp) par rapport au trimestre précédent. Par Etat, le taux de couverture des importations par les exportations se présente comme suit : 78,1% pour le Burkina Faso, 77,0% pour la Côte d'Ivoire, 64,7% pour la Guinée Bissau, 9,1% pour le Niger, 38,1% pour le Sénégal et 35,1% pour le Togo.

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union s'est réduit de 22,2 pp, cette baisse résultant des reculs observés dans tous les Etats membres.

Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (hors Bénin et Mali) (en %)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

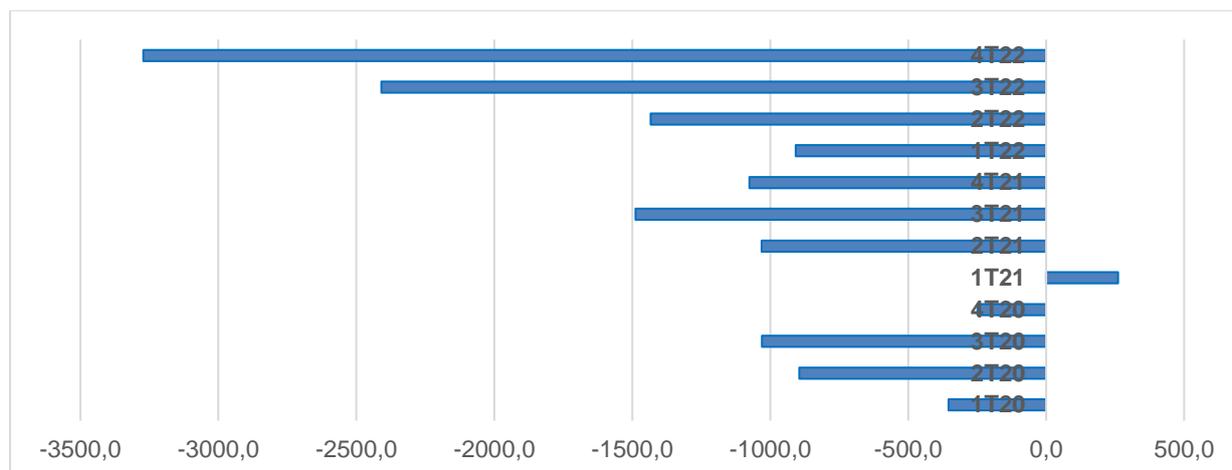
2.3.4. Solde commercial

Le solde commercial de l'Union (hors Bénin et Mali), au quatrième trimestre 2022, s'est dégradé de 862,3 mds, par rapport au trimestre précédent, en ressortant à -3271,9 mds.

L'examen par pays ressort des aggravations du déficit en Côte d'Ivoire (-372,2 mds), en Guinée Bissau (-34,0 mds), au Niger (-311,8 mds) et au Sénégal (-346,5 mds). Pour le Burkina Faso et le Togo, le solde commercial s'est amélioré avec une réduction respectivement de 161,7 mds et 40,5 mds. En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est creusé de 2195,8 mds.

En cumul sur l'année 2022, le déficit commercial de l'Union (hors Bénin et Mali) s'élève à 8022,7 mds contre 3335,3 mds à la même période en 2021 soit une aggravation de 4687,5 mds.

Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (hors Bénin et Mali) (en mds FCFA)

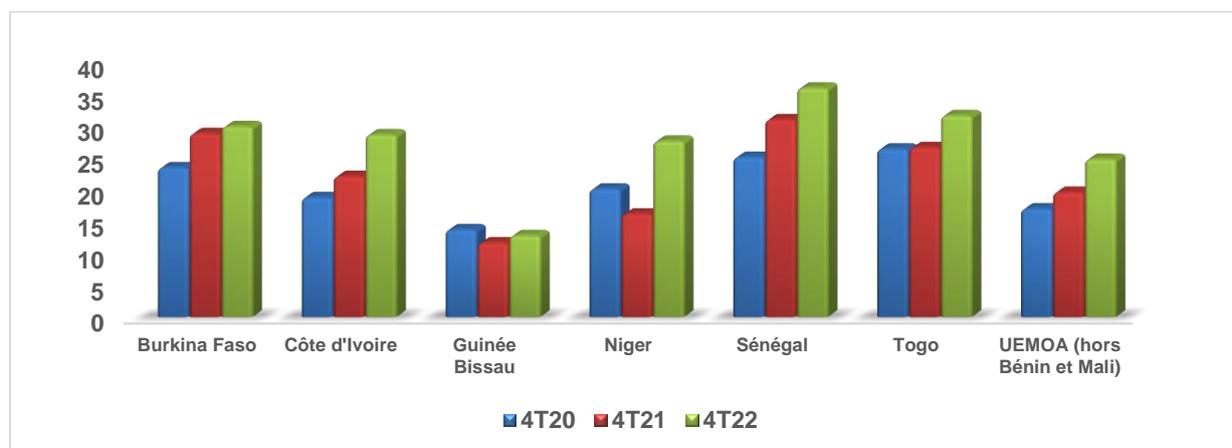


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.3.5. Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le quatrième trimestre 2022 a été caractérisé par une amélioration du taux de pénétration de l'Union, comparativement à son niveau du trimestre précédent (+24,9% soit 3,5 pp de plus). Par rapport au même trimestre de 2021, le taux de pénétration de l'Union a augmenté de 5,4 pp au quatrième trimestre de l'année 2022.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2022, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union (hors Mali et Bénin) indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 3774,9 mds, contre 3602,8 mds au même trimestre de l'année précédente. Cette évolution correspond à une augmentation de 172,1 mds, en termes absolus, et à une progression relative de 4,8% en glissement annuel.

Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes	-	633,6	1648,4	25,5	-	239,4	1032,1	195,8
Totales	425,2	556,0	1620,2	20,9	577,1	229,9	971,0	204,8
	-	14,0%	1,7%	22,4%	-	4,1%	6,3%	-4,4%
Recettes Fiscales	-	575,2	1230,8	23,3	-	226,5	871,1	175,0
	295,1	469,2	1174,2	19,2	428,1	206,4	755,5	183,2
	-	22,6%	4,8%	21,2%	-	9,7%	15,3%	-4,4%
Recettes non fiscales	-	58,4	232,6	2,3	-	8,3	161,0	20,0
	74,9	86,8	243,2	1,7	8,5	11,9	215,5	21,0
	-	-32,7%	-4,3%	36,2%	-	-29,8%	-25,3%	-4,6%
Dépenses Totales	-	1340,2	3647,4	47,3	-	775,1	1121,4	390,0
	588,6	790,3	2833,3	42,3	1089,7	953,6	897,4	344,9
	-	69,6%	28,7%	12,0%	-	-18,7%	25,0%	13,1%
Dépenses Courantes	-	752,5	1576,2	41,6	-	250,9	1020,2	195,2
	321,5	431,6	1402,8	32,7	255,1	253,5	345,4	120,7
	-	74,4%	12,4%	26,9%	-	-1,1%	195,4%	61,7%
Dépenses en Capital	-	587,7	1548,5	4,3	-	450,8	101,3	194,9
	266,9	358,7	935,4	9,4	359,9	660,0	325,8	224,2
	-	63,8%	65,5%	-54,3%	-	-31,7%	-68,9%	-13,1%
Solde Global	-	-706,6	-1999,0	-21,8	-	-535,7	-89,4	-194,2
	-163,3	-234,3	-1213,1	-21,4	-512,6	-723,7	73,6	-140,1
	-	201,6%	64,8%	1,9%	-	-26,0%	-221,4%	38,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du 4ème trimestre 2022, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du 4ème trimestre 2021. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union (hors Bénin et Mali), il ressort des données conjoncturelles du quatrième trimestre 2022 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales au Burkina Faso (+77,6 mds, soit +14,0%), au Sénégal, (+61,1, soit +6,3%), en Côte d'Ivoire (+28,2 mds, soit +1,7%), et, dans une moindre mesure, au Niger (+9,5 mds, soit +4,1%) et en Guinée-Bissau (+4,7 mds, soit +22,4%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Togo (-9,0 mds, soit -4,4%).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du quatrième trimestre 2022 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union (hors Bénin et Mali) résulte de la dynamique de toutes les composantes.

S'agissant des recettes fiscales, elles se sont affichées en hausse de 294,2 mds (+10,5%), par rapport au quatrième trimestre de l'année 2021. Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional (hors Bénin et Mali), tient de la progression desdites recettes au Sénégal (+115,6 mds, soit + 15,3%), au Burkina Faso (+106,0 mds, soit +22,6%), en Côte d'Ivoire (+56,6 mds, soit +4,8%), au Niger (+20,1 mds, soit +9,7%) et en Guinée Bissau (+4,1 mds, soit 21,2%). Sur la période, seul le Togo a enregistré une diminution (-8,1 mds, soit -4,4%) de ses recettes fiscales.

Quant aux recettes non fiscales (hors Bénin et Mali), elles sont ressorties en baisse de 97,4 mds (-16,8%) en glissement annuel. Ce repli s'explique essentiellement par les baisses de ces recettes respectivement observées au Sénégal (-54,5 mds, soit -25,3%), au Burkina Faso (-28,4 mds, soit -32,7%), en Côte d'Ivoire (-10,6 mds, soit -4,3%), au Niger (-3,5 mds, soit -29,8%) et au Togo (-1,0 mds, soit -4,6%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en hausse en Guinée-Bissau (+0,6 mds, soit 36,2%).

2.4.2. Dépenses

Au dernier trimestre de l'année 2022, les dépenses publiques totales de l'Union (hors Bénin et Mali) se sont inscrites en hausse de 1459,8 mds, soit une augmentation de 24,9% en termes relatifs, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2021. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les hausses importantes, respectivement relevées en Côte d'Ivoire (+814,1 mds, soit +28,7%), au Burkina Faso (+549,9 mds, soit + 69,6%), au Sénégal (+224,1 mds, soit + 25,0%) et, dans une moindre mesure, au Togo (+45,1 mds, soit +13,1%) et en Guinée-Bissau (+5,1 mds, soit +12,0 %). Sur la période, seul le Sénégal a enregistré une diminution (-178,5 mds, soit -18,7%) de ses dépenses².

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales de l'Union (hors Bénin et Mali) selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse des dépenses publiques observée au niveau régional est due, aussi bien à la hausse des dépenses en capital qu'à celle des dépenses courantes de l'Union (hors Bénin et Mali). Concernant les dépenses courantes de l'Union (hors Bénin et Mali), elles sont ressorties

en hausse de 1249,7 mds (+48,3%), par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

Cette hausse des dépenses courantes a été principalement observée au Sénégal (+674,8 mds, soit +195,4%), au Burkina Faso (+320,9 mds, soit +74,4%), en Côte d'Ivoire (+173,4 mds, soit +12,4%) et, dans une moindre mesure, au Togo (+74,5 mds, soit +61,7%) et en Guinée-Bissau (+8,8 mds, soit +26,9%). Sur la période, seul le Niger a enregistré une baisse (-2,7 mds, soit -1,1%) de ses dépenses courantes. S'agissant des dépenses en capital, elles sont ressorties globalement en hausse de 374,7 mds, soit une augmentation relative d'environ +13,5%, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2021. Cette évolution des dépenses d'investissement au niveau de la région (hors Bénin et Mali) s'explique notamment par la hausse constatée en Côte d'Ivoire (+613,2 mds, soit +65,5%) et au Burkina Faso (+229,0 mds, soit + 63,8%). Sur la période, le Sénégal (-224,6 mds, soit -68,9), le Niger (-209,2 mds, soit -31,7%), le Togo (-29,3 mds, soit -13,1%) et la Guinée Bissau (-29,3 mds, soit -54,3%) ont enregistré des baisses de leurs dépenses d'investissement.

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique, au terme du quatrième trimestre 2022, que la position budgétaire globale de l'Union (hors Bénin et Mali) s'est dégradée de 1287,7 mds, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2021, pour se situer à -3546,7 mds. Cette dégradation du déficit budgétaire de l'Union résulte principalement de l'impact sur les finances publiques de la crise sanitaire liée à la Covid-19, de la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte des Etats membres de l'Union ainsi que des conséquences de la crise russo-ukrainienne.

La dégradation observée du déficit budgétaire s'explique principalement par la hausse des dépenses totales. Du point de vue des Etats membres, elle résulte essentiellement des niveaux élevés de dégradation des positions budgétaires en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, respectivement de 785,8 et 472,3 mds. Sur la même période, l'évolution la plus remarquable dans les autres Etats membres de l'Union a été relevée au Sénégal où le déficit budgétaire s'est dégradé de 163,0 mds par rapport à la situation du quatrième trimestre 2021 pour se situer à -89,4 mds au quatrième trimestre 2022. En revanche, le solde budgétaire du Niger s'est amélioré de 187,9 mds en glissement annuel, pour se situer à - 535,7 mds au quatrième trimestre 2022.

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du dernier trimestre de l'année 2022, la situation monétaire de l'Union (hors Mali) indique une hausse de 2 664,7 mds, en termes absolus, correspondant à une progression de 7,3%, en termes relatifs et en variation trimestrielle. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans tous les Etats membres de l'Union (hors Mali).

En effet, par rapport au troisième trimestre 2022, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+1 364,1 mds, soit +8,8%), au Sénégal (+520,1 mds, soit +6,2%), au Bénin (323,9 mds, soit +14,7%), au Burkina Faso (+177,8 mds, soit +3,2%), au Togo (+153,3 mds, soit +6,3%), au Niger (+118,3 mds, soit +6,8%) et en Guinée Bissau (+7,1 mds, soit +1,4%).

2.5.2. Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union (hors Mali), l'analyse des données du quatrième trimestre de l'année 2022 indique une évolution à la hausse, d'un montant de 283,9 mds (soit +2,4%), par rapport au troisième trimestre de la même année.

Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union (hors Mali), observée en variation trimestrielle, s'explique par les hausses enregistrées dans les actifs extérieurs nets de certains Etats membres de l'Union, notamment au Niger (+242,1 mds, soit +52,9%), au Sénégal (+169,2 mds, soit +9,4%), en Côte d'Ivoire (+154,5 mds, soit +4,1%), au Bénin (+5,2 mds, soit +0,2%) et au Togo (+0,3 mds, soit +0,0%).

Sur la même période, les actifs extérieurs nets ont, en revanche, évolué à la baisse au Burkina Faso (-287,3 mds, soit -12,7%) et en Guinée-Bissau (-0,2 mds, soit -0,1%).

Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2528,3	5716,9	16878,6	497,8	-	1862,1	8966,0	2602,7
	2204,4	5539,1	15514,5	490,8	3994,9	1743,8	8445,9	2449,4
	14,7%	3,2%	8,8%	1,4%	-	6,8%	6,2%	6,3%
Actifs Extérieurs Nets	2146,9	1972,1	3886,0	270,0	-	699,4	1960,3	1077,6
	2141,7	2259,4	3731,5	270,1	1187,6	457,4	1791,1	1077,3
	0,2%	-12,7%	4,1%	-0,1%	-	52,9%	9,4%	0,0%
BCEAO	-171,6	-624,1	2303,6	165,9	-	368,1	1100,7	-410,2
	58,4	-153,5	1988,7	157,1	685,8	175,1	930,3	-422,1
	-393,8%	306,6%	15,8%	5,6%	-	110,3%	18,3%	-2,8%
Banques Commerciales	2318,4	2596,2	1582,4	104,0	-	331,3	859,6	1487,8
	2083,3	2412,9	1742,8	113,0	501,7	282,3	860,8	1499,4
	11,3%	7,6%	-9,2%	-7,9%	-	17,4%	-0,1%	-0,8%
Créances sur les autres secteurs	2116,3	4254,1	9814,5	195,3	-	1357,7	6136,4	1663,5
	1824,3	3888,9	9117,0	192,1	3010,6	1297,4	5791,0	1541,5
	16,0%	9,4%	7,7%	1,7%	-	4,6%	6,0%	7,9%
Créances nettes sur l'administration centrale	3,4	142,1	5894,6	90,9	-	225,5	2811,7	184,5
	-108,0	126,0	5207,4	83,4	473,7	352,8	2225,8	126,0
	-103,1%	12,7%	13,2%	9,0%	-	-36,1%	26,3%	46,4%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2022, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2022. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le dernier trimestre de l'année 2022, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional (hors Mali), en hausse de 1 885,6 mds, soit une augmentation de 8,0%, par rapport au trimestre précédent.

Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans tous les Etats membres de l'Union (hors Mali), c'est-à-dire, en Côte d'Ivoire (+697,5 mds, soit +7,7%), au Burkina Faso (+365,2 mds, soit +9,4%), au Sénégal (+345,4 mds, soit +6,0%), au Bénin (+292,0 mds, soit +16,0%), au Togo (+122,0 mds, soit +7,9%), au Niger (+60,3 mds, soit +4,6%) et en Guinée-Bissau (+3,2 mds, soit +1,7%).

2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2022, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union (hors Mali) que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 9 352,7 mds, contre 8 013,2 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 1 339,4 mds, correspondant à une détérioration relative de 16,7% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées dans la quasi-totalité des Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire (+687,2 mds, soit +13,2%), au Sénégal (+586,0 mds, soit +26,3%) et au Bénin (+111,4 mds, soit -103,1%). Sur la période considérée, la seule amélioration de la position des créances nette sur l'administration centrale l'a été au Niger (-127,3 mds, soit -36,1%).

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Décembre 2022 – Ralentissement confirmé pour le Japon. Récemment, le gouvernement a publié des données provisoires sur la production industrielle du pays qui montrent un léger recul en novembre (-0,1% sur un mois). Ces données traduisent notamment le ralentissement des exportations japonaises dans le contexte de la dégradation de la conjoncture mondiale. Un chiffre alarmant puisqu'il s'agit du troisième mois de baisse d'affilée de cet indicateur qui avait déjà accusé de forts replis en septembre et octobre 2022.

Selon le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti), les expéditions de biens manufacturés nippons ont baissé de 0,5% en novembre, sur un mois, tandis que les stocks ont augmenté de 0,3%. Les secteurs ayant le plus contribué au déclin de la production industrielle japonaise le mois dernier sont ceux des équipements généraux pour l'industrie (tapis roulants, grues, composants pour la fabrication de semi-conducteurs ou d'écrans plats, etc.), des machines-outils et de certains segments de la chimie.

Les entreprises industrielles sondées chaque mois par le Meti s'attendent à un net rebond de leur production en décembre, suivi cependant d'une nouvelle baisse en janvier.

Source : www.latribune.fr

Novembre 2022 - Les prix à la consommation ont baissé en novembre 2022 dans la Zone euro, pour la première fois depuis juin 2021. Mais à 10% sur un an, l'inflation demeure préoccupante et le retournement de tendance est incertain. Les économistes affichent, en effet, un discours prudent et n'affirment pas que le pic est passé. Reste que ce ralentissement pourrait inciter la Banque centrale européenne à être un peu plus souple dans sa politique de resserrement monétaire.

Bonne nouvelle pour les dix-neuf (19) pays partageant la monnaie unique. Pour la première fois depuis un an et demi, le taux d'inflation a reculé en novembre, à 10% en glissement annuel contre 10,6% en octobre, a annoncé *Eurostat* mercredi 30 novembre. Cette baisse est d'ailleurs plus forte que ce qu'avaient prévu les analystes de *Bloomberg* et *Factset* qui tablaient sur une inflation à 10,4%.

Le ralentissement de la hausse des prix a surtout concerné l'énergie dont les tarifs plafonnent à très haut niveau. Cette composante de l'indice a progressé de 34,9% en glissement annuel, après 41,5% en octobre.

La flambée des prix de l'alimentation (y compris l'alcool et le tabac) a cependant continué à s'accélérer à 13,6%, en progression de 0,5 point par rapport au mois précédent.

Source : www.latribune.fr

Novembre 2022 - Au plus bas depuis janvier 2022, le prix du baril de *Brent* évoluait légèrement autour des 80,6 dollars lundi 28 novembre à la mi-journée, se dépréciant de quelque 3,6%. Sur un mois, il a reculé d'environ de 13,2%, mais reste supérieur de 10,6% à son prix d'il y a un an.

Quant au *WTI*, la référence aux Etats-Unis, le prix du baril est au plus bas depuis la fin décembre, perdant plus de 3,6%, à 73,55 dollars . Sur un mois, la dépréciation s'élève à 13,89%, mais le prix reste 5,3% supérieur à celui d'il y a un an.

Source : www.latribune.fr

Octobre 2022 – A la date du 31 octobre 2022, le baril de *Brent* de la mer du Nord pour livraison en décembre, dont c'est le dernier jour de cotation, baissait récemment de 1,48% à 94,35 dollars. Celui de *WTI* américain pour livraison le même mois, perdait 1,60% à 86,49 dollars. « *Après deux semaines consécutives de gains soutenus par les exportations record de pétrole américain la semaine dernière, le Brent et le WTI sont sous pression* », commente Victoria Scholar, de *Interactive Investor*. Les restrictions Covid-19 en Chine s'élargissent, ce qui suscite des inquiétudes quant au ralentissement de la demande de la deuxième économie mondiale et grande consommatrice de pétrole. Ainsi, l'activité manufacturière s'est de nouveau contractée en octobre après un bref rebond le mois dernier. La Chine est la dernière grande économie à appliquer une politique anti-Covid rigoureuse, qui implique des confinements à répétition, des tests de la population plusieurs fois par semaine et de longues quarantaines.

Source : www.latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Décembre 2022 – Togo - Au Togo, 60 communes issues de trois (03) régions bénéficient d'un financement allemand de plus de 13 milliards FCFA pour la réalisation d'infrastructures prioritaires. Cet appui financier, qui sera mobilisé par la Banque de développement allemande *KfW*, a fait l'objet d'une signature d'accord le jeudi 8 décembre 2022, entre le Togo et l'institution allemande. Les soixante communes bénéficiaires sont issues des régions des Plateaux, Centrale et Kara.

Source : www.togofirst.com

Novembre 2022 – Togo – Le Togo a bouclé, le vendredi 11 novembre 2022, sa sortie sur le marché financier régional. En quête de 30 milliards FCFA pour financer sa stratégie de relance économique, le pays a de nouveau obtenu la confiance des investisseurs. En tout, plus de 34 milliards de soumissions ont été enregistrées, soit un taux de couverture de 113 %.

Source : www.news.alome.com

Octobre 2022 – Togo – Le Royaume-Uni a accordé une garantie de plus de 50 milliards FCFA pour la construction de l'axe Sokode-Tchamba-Kambole, long de 76,5 Km. L'annonce a été faite mercredi 19 octobre 2022 par le gouvernement britannique en marge du Forum sur le commerce et l'investissement de Londres.

Source : www.news.alome.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture économique régionale du quatrième trimestre 2022 est plutôt bien orientée. En effet, l'orientation de l'activité économique est globalement positive malgré la persistance des poussées inflationnistes.

Au cours de cette période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont globalement ressortis en hausse.

En considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, il est possible de postuler que la conjoncture est positive au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, le dernier trimestre de l'année 2022, comme le précédent, est caractérisé par une relative accalmie au niveau de la pandémie du coronavirus dans la plupart des pays de la Zone UEMOA.

Cet environnement quelque peu marqué par les effets défavorables de la guerre en Ukraine a entraîné, après la hausse de la demande de matières premières, une hausse des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union.

Au plan des prévisions, la bonne tenue des cours internationaux des matières premières pourrait être assurée pour l'année 2023, puisque la demande de ces matières premières pourrait progresser, mais les effets des tensions inflationnistes devraient atténuer les attentes.

Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne pourrait s'améliorer, à condition que la crise ukrainienne trouve une issue prochainement et que les tensions inflationnistes ainsi que les mesures fiscales et budgétaires qu'elles impliquent de la part des Gouvernements ne pèsent pas trop lourdement sur les efforts d'investissement.

Sur la base des éléments précités, il est possible d'augurer un optimisme relatif pour la conjoncture des prochains trimestres de l'année 2023, sous réserve d'une gestion des effets de la crise ukrainienne et de la situation sécuritaire et sociopolitique dans la sous-région.

ANNEXES

Evolution des exportations (en mds)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22
Burkina Faso	577,7	599,0	612,3	748,9	751,1	708,5	617,7	728,8	790,1	780,8	521,0	729,1
Côte d'Ivoire	2 154,5	1 513,9	1 420,5	2 078,9	2 399,0	1857,7	1 945,6	2 311,5	2 676,1	2 644,9	2408,1	2523,8
Guinée Bissau	0,3	9,5	44,3	4,9	2,1	33,5	62,3	21,2	33,5	51,1	50,0	23,0
Niger	84,1	214,7	269,0	265,4	64,7	97,7	71,5	95,9	93,6	47,4	46,7	76,2
Sénégal	591,0	430,7	458,3	456,1	644,5	593,9	587,3	671,9	727,1	744,6	793,8	743,8
Togo	128,2	102,0	114,8	129,6	119,9	147,0	146,6	161,6	153,7	129,1	140,9	178,3
UEMOA	3 535,8	2 869,8	2 919,2	3 683,8	3 981,4	3438,2	3 431,0	3 990,9	4 474,1	4 398,0	3960,6	4274,2

Source : INS des Etats

Evolution des importations (en mds)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22
Burkina Faso	616,4	561,1	542,4	546,5	555,0	621,6	639,9	796,0	769,3	876,9	887,8	934,2
Côte d'Ivoire	1 508,9	1 398,8	1 652,1	1 553,5	1 499,8	1 883,6	2284,1	2 114,7	2 327,3	2 335,6	2 790,8	3278,7
Guinée Bissau	26,1	30,1	29,4	35,5	35,0	38,1	31,7	30,0	35,0	32,7	28,5	35,5
Niger	355,0	505,2	405,5	429,5	361,1	374,3	366,3	380,7	516,3	423,7	434,2	835,7
Sénégal	1 123,4	983,9	979,1	1 024,1	955,2	1 213,8	1238,2	1 377,3	1 312,0	1 578,8	1 657,5	1953,9
Togo	259,4	285,8	340,8	343,8	314,3	338,4	359,1	368,3	422,4	496,3	511,2	508,1
UEMOA	3 889,2	3 765,0	3 949,4	3 932,7	3 720,4	4 469,9	4919,3	5 067,0	5 382,3	65831,0	6 370,2	7546,1

Source : INS des Etats

Evolution trimestrielle du taux de couverture (en %)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22
Burkina Faso	93,7	106,8	112,9	137,0	135,3	114,0	96,5	91,6	102,7	89,0	58,7	78,1
Côte d'Ivoire	142,8	108,2	86,0	133,8	160,0	98,6	85,2	109,3	115,0	113,2	86,3	77,0
Guinée Bissau	1,2	31,6	150,4	13,9	5,9	87,8	196,9	70,6	95,6	156,2	175,4	64,7
Niger	23,7	42,5	66,3	61,8	17,9	26,1	19,5	25,2	18,1	9,3	9,4	9,1
Sénégal	52,6	43,8	46,8	44,5	67,5	48,9	47,4	48,8	55,4	47,2	47,9	38,1
Togo	49,4	35,7	33,7	37,7	38,1	43,4	40,8	43,9	36,4	26,0	27,6	35,1
UEMOA	90,9	76,2	73,9	93,7	107,0	76,9	69,7	78,8	83,1	75,4	62,2	56,6

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Evolution trimestrielle du solde commercial (en mds FCFA)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22
Burkina Faso	-38,7	37,9	69,9	202,4	196,1	86,8	-22,3	-67,1	20,8	-96,1	-366,8	-205,1
Côte d'Ivoire	645,6	115,1	-231,6	525,5	899,2	-25,9	-338,6	196,7	348,7	309,4	-382,7	-754,9
Guinée Bissau	-25,8	-20,6	14,9	-30,5	-33,0	-4,7	30,7	-8,8	-1,5	18,4	21,5	-12,5
Niger	-270,9	-290,6	-136,5	-164,1	-296,3	-276,7	-294,8	-284,8	-422,7	-463,3	-447,8	-759,6
Sénégal	-532,4	-553,2	-520,8	-568,0	-310,7	-619,9	-650,9	-705,4	-584,8	-834,2	-863,6	-1210,1
Togo	-131,2	-183,8	-226,1	-214,2	-194,4	-191,4	-212,5	-206,7	-268,7	-367,2	-370,3	-329,8
UEMOA	-353,5	-895,2	-1 030,3	-248,9	260,9	-1 031,7	-1 488,3	-1 076,2	-908,1	-1 433,0	-2 409,6	-3 271,9

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS